

ESSAIS SUR LE PÉROU ET LE MONDE N°2

LA VIOLENCE DE MASSES CHEZ LES ASHANINKA DU PÉROU :
UNE HISTOIRE TRAGIQUE DE LA GUERRE INTERNE PÉRUVIENNE
PASSÉE SOUS SILENCE



Dr Mariella Villasante Cervello

Anthropologue, IDEHPUCP

Rabat, juin 2015

La violence de masses chez les Ashaninka du Pérou : une histoire tragique de la guerre interne péruvienne passée sous silence

Dr Mariella Villasante Cervello¹

Anthropologue, IDEHPUCP

[mariellavillasantecervello@gmail.com]

<http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article839>

Selon les données recueillies par la Commission de la vérité et la réconciliation du Pérou, entre 1985 et 1995, environ 6 000 personnes, sur un total estimé à l'époque de 55 000 Ashaninka, ont été tuées ou sont mortes de faim et de maladie dans les camps de rééducation du Parti communiste du Pérou (PCP-SL). Dans ces camps, les chefs (*mandos*) étaient en général des militants Quechuas, le groupe ethnique le plus important du pays [16% de la population totale estimée à 30 millions actuellement], mais aussi des Ashaninka ralliés à la cause « senderiste ». On estime également que 10 000 Ashaninka ont été déplacés et que 5 000 ont été soumis à la vie des camps. Cependant, les chiffres réels doivent être bien supérieurs car on continue à trouver des fosses communes dans des lieux d'accès difficile.

Le représentant de l'ONU, Francis Deng, qui a visité les lieux en 1995, a relevé à juste titre la distinction entre les « *Ashaninka ronderos* » (ceux qui suivent les *Rondas* paysannes, des miliciens résistants encadrés par l'armée), et les « *Ashaninka senderos* » (Deng, *Human Rights, Mass exoduses and displaced persons*, janvier 1996, Document GE.96-10224 E). Le peuple ashaninka s'est en effet divisé et s'est affronté pendant une dizaine d'années, les séquelles de l'affrontement sont encore visibles. Au cours de cette période une guerre civile s'est développée chez eux, semblable à celle qui a dévastée les zones andines d'Ayacucho, d'Apurímac, de Huancavelica et de Junín. Le reste du pays qui n'était pas au cœur du conflit a vécu de loin le conflit armé et la longue période de tension, de pénurie économique et de corruption qu'il a impliqué.



Photo 1 : Francis Deng visite la région de Satipo,
Luzmila Chiricente [à gauche] dirigeante ashaninka [©Chiricente 1995]

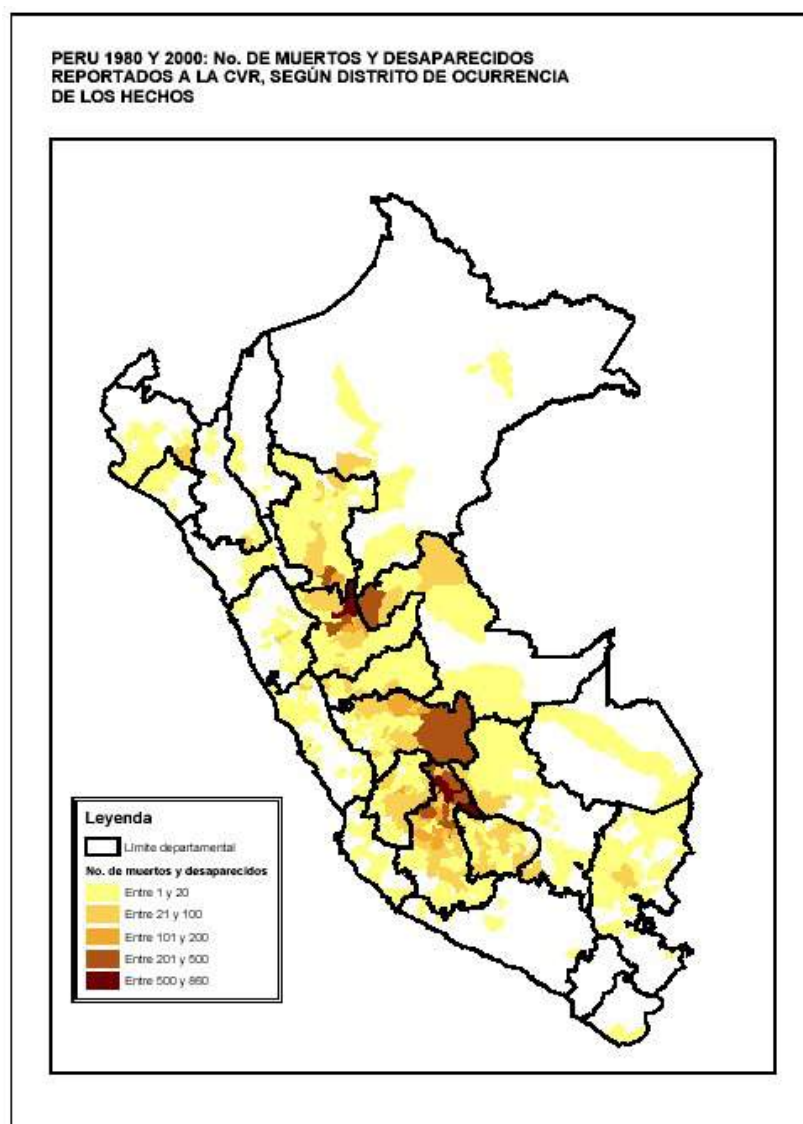
Cette réalité tragique des camps de mort en Amérique latine, fait inédit dans le continent, est encore passée sous silence au Pérou, notamment parce que la Commission de la vérité et la réconciliation n'a pas identifié les faits comme relevant de la logique des « camps communistes ». En conséquence,

¹ Chercheuse associée à l'Institut de démocratie et droits humains de la Pontificia Universidad Católica del Perú. Elle a mené des recherches en Amazonie péruvienne entre 1978-1983, et a repris ses enquêtes de terrain depuis 2008. Les photos de ce dossier ont été données par Luzmila Chiricente, dirigeante ashaninka, d'autres proviennent de la banque d'images de la CVR, et de la collection personnelle de l'auteur.

après une courte période d'aide alimentaire d'urgence, les populations ashaninka qui vivent dans le dans la forêt centrale [province de Satipo, département de Junín], ont été abandonnées par l'État et aucun programme d'aide humanitaire n'a été prévu pour leur venir en aide. Actuellement, leur situation est dramatique car, non seulement ils affrontent les séquelles de la guerre, mais ils subissent l'invasion constante de leurs territoires par des paysans quechua. De plus, n'ayant jamais constitué une nation, ils ne sont pas unifiés politiquement, et les quelques organisations indigènes existantes ne sont pas suffisamment fortes pour attirer l'attention de l'État et de la société civile péruvienne. Dans ce texte, je tenterai de présenter une synthèse de leur situation dans le contexte de la guerre civile péruvienne.

Quelques données sur la guerre civile péruvienne, 1980-2000

Le Pérou a connu une longue période de vingt ans de guerre interne au cours de laquelle environ 70 000 personnes ont trouvé la mort, auxquelles s'ajoutent un nombre indéterminé de disparus et de morts encore non identifiés, victimes des massacres et d'assassinats commis par les forces de l'ordre (44,5%) et par les groupes subversifs, notamment le Parti communiste du Pérou-Sentier lumineux (PCP-SL) (54%). Il y eut un million de déplacés, environ 20 000 veuves et plus de 40 000 orphelins, et plus de 15 000 disparus. On a trouvé plus de 4 mille fosses communes mais seulement la moitié des restes a été identifiée (Rapport final de la Commission de la vérité et la réconciliation, IF CVR, 2003).



Carte du Pérou : Nombre des morts et de disparus selon les départements [CVR]

La violence collective fut déclenchée par le Sentier Lumineux en 1980, après 12 ans de dictature militaire, alors qu'un régime démocratique venait de s'installer à Lima, avec l'élection de Belaunde Terry, homme politique de droite, qui avait été démis de ses fonctions par le général Velasco en 1968. Face à la violence du PCP-SL qui lançait son projet de prise de « pouvoir révolutionnaire », la réponse de l'État péruvien fut militaire et répressive pendant de longues années. En effet, au lieu de s'opposer à la subversion dans le cadre prévu par la constitution et avec l'aide des autorités civiles, le gouvernement de Belaunde décida de faire appel aux forces armées pour apporter une « réponse militaire » à une situation de conflit qui échappait complètement à son contrôle. Pendant près de vingt ans, plus de la moitié du territoire national resta effectivement administré par les militaires, en dehors de tout cadre constitutionnel, et cela alors même que l'on conservait artificiellement une façade de « vie démocratique » avec l'organisation d'élections présidentielles, parlementaires et municipales. Dans les territoires soumis à l'état d'urgence, les Andes du centre et du sud en particulier, les entrées et les sorties des personnes étaient contrôlées soit par les militaires, soit par les subversifs qui réussirent à mettre la main sur plusieurs régions d'accès difficile dans les montagnes et en Amazonie. L'ensemble du territoire national fut placé en état d'urgence, sous commandement militaire, en six occasions. Les populations civiles se trouvèrent ainsi entre les feux de l'armée et des subversifs. Elles furent les victimes, en toute impunité, d'atteintes à leurs droits civiques, de tortures, de massacres, tant de la part des forces armées que du Sentier lumineux et, en moindre mesure, du Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA).

La grande majorité des victimes de la répression étatique et du Sentier lumineux (75%) habitait les régions rurales de la montagne centrale du pays (départements d'Ayacucho, de Junín, de Huánuco, de Huancavelica, d'Apurímac et San Martín). La guerre concerna pour l'essentiel les populations rurales et d'origine indienne du pays : 75% des victimes parlaient quechua ou une autre langue amazonienne, alors que ces populations représentent seulement 16% de la population totale (CVR, 2003).



Photo 2 : Paysans de Chupacc, Ayacucho [©CVR 2003]

Les Ashaninka et leurs parents Nomatsiguenga

Le peuple ashaninka, de langue arawak, ainsi que les Nomatsiguenga de la région de Pangoa, peu nombreux, habitent sur un large territoire de la forêt centrale, dans la province de Satipo. Compte tenu de leur proximité de la cordillère centrale, ils se trouvèrent parmi les premiers peuples amazoniens à être « contactés » en vue de leur christianisation et de leur soumission à la couronne espagnole dès le XVII^e siècle. Cependant aucun contrôle ne fut effectif jusqu'au début du XX^e siècle. Comme tant d'autres peuples amazoniens, leur stratégie pour échapper aux nouveaux maîtres de leurs territoires fut la fuite, toujours plus loin de leurs régions habituelles dans des zones d'accès difficile.

Pourtant ils ne purent pas échapper aux véritables chasses à l'homme [*correrias*] organisées par des patrons métis ou européens qui avaient besoin de main d'œuvre servile (c'est-à-dire soumise entièrement à la volonté des maîtres, sans aucun contrôle sur leur propre vie et sur leurs propres descendants, une situation d'extrême dépendance distincte de l'esclavage interne chez les groupes ethniques amazoniens), pour exploiter le caoutchouc, matière première indispensable au développement de l'industrie automobile dans les pays du Nord.

Les populations indiennes de l'Amazonie entière furent décimées et mises en esclavage pendant une quarantaine d'années, entre 1880 et 1920, jusqu'à ce que le prix du caoutchouc amazonien s'effondre face à la concurrence asiatique. L'ampleur de la tragédie, le caractère systématique et la régularité des *correrias*, effectuées avec la complicité des États sud-américains, des entreprises et des entrepreneurs européens, des groupes de pouvoir régionaux, et des natifs eux-mêmes, nous permet de parler ici d'une seconde violence de masses des populations indiennes, après celui de la conquête coloniale espagnole et portugaise entre les XVI^e et le XIX^e siècle. Les Arahuaac gardent un souvenir très vivace de la violence de masses lors de la période du caoutchouc, cela d'autant plus que les *correrias* à la recherche de main d'œuvre esclave et de femmes-concubines, organisées par les maîtres des grands domaines fonciers de la forêt centrale, se sont poursuivies pendant toute la première partie du XX^e siècle, et même au-delà.

Une autre période de violence politique eut lieu pendant les premières années des années 1960, lorsqu'un mouvement de « guérilla » qui suivait le modèle cubain fit son apparition au Pérou, se développant en particulier dans la forêt centrale, chez les Ashaninka. La répression gouvernementale fut d'une brutalité extrême, l'armée bombardait des villages entiers habités par les Ashaninka accusés de donner refuge aux subversifs, et les interventions directes de l'armée — dans des attaques d'infanterie menées avec des hélicoptères —, firent plusieurs dizaines de morts et de disparus. Il s'agit là d'une autre période tragique de l'histoire péruvienne qui reste opaque et honteuse pour les pouvoirs en place. L'historien Peter Klarén (2000, *Peru, Society and Nationhood in the Andes*) estime que 8 000 natifs furent tués pendant cette guerre qui ne dit jamais son nom dans les livres d'histoire officielle.

Mais le pire restait à venir pour les Ashaninka dont la population était estimée en 1970 à environ 30 000-40 000 personnes. Depuis les années 1960, ils habitaient dans quatre grandes régions de la forêt centrale : la région de Satipo (fleuves Perené et Río Negro), la région du Grand Pajonal dans le bassin du fleuve Oventeni, le bassin du fleuve Tambo et le bassin du fleuve Ene. Des groupes plus restreints s'étaient installés dans les vallées voisines (dans les départements de Cuzco, d'Apurímac et de l'Ucayali). Les Ashaninka et leurs parents Nomatsigenga de Satipo avaient le plus de difficultés à réorganiser leur vie sociale car leurs territoires étaient systématiquement envahis, avec l'aide du gouvernement, par des « colons » venus des Andes, qui considéraient la forêt « vide » d'habitants et ne reconnaissaient aucun droit aux peuples amazoniens. Les trois autres régions étant d'accès difficile (aucune route ne les relie à la côte et à la montagne), la reconstruction des structures sociales, culturelles et politiques des groupes qui y habitaient fut facilitée. Cependant, après 1950, tous participaient, de près ou de loin, à l'économie locale de marché par la vente de produits agricoles et des migrations de travail pour l'exploitation du bois, ou le travail dans les *haciendas* locales (Villasante 1983, *Impacto del sistema de habilitación y enganche en Betania*, PUCP). Leur mode de vie était en partie traditionnel (chasse, pêche, cultures de manioc et autres produits tropicaux), et en partie moderne (vente de produits agricoles, location de main d'œuvre dans les exploitations forestières des fleuves Ucayali et Urubamba), travaux agricoles dans les *haciendas* proches. Au début des années

1980, la dépendance des produits du marché était en cours d'approfondissement (Villasante 1983). Cependant, les communautés natives (*comunidades nativas*) vivaient toujours éloignées de l'administration étatique, avec peu d'écoles, sans services sanitaires ni médicaux, délaissés par la justice de l'Etat et sans documents d'identité.

La violence politique chez les Ashaninka de l'Amazonie centrale

Au milieu des années 1980, le PCP-Sentier Lumineux se déployait avec succès dans la région d'Ayacucho, mais il avait besoin d'une voie de sortie pour échapper aux attaques des forces armées. Les *senderistes* décidèrent alors d'utiliser la voie fluviale qui, se prolongeant au-delà du fleuve Apurímac, débouchait sur les fleuves Ene et Tambo, habités par les Ashaninka.



Carte des Fleuves Apurímac, Mantaro, Ene, Tambo (Cordillère centrale et Amazonie centrale)

Dès 1985, quelques chefs *senderistes* se firent accepter comme les « nouveaux maîtres de la future république populaire péruvienne » dans certains villages ashaninka dont les maîtres d'école et certaines autorités furent rapidement convaincus du bien fondé d'un discours égalitaire qui épousait leurs propres attentes sur le renversement d'un ordre social injuste imposé par les maîtres du pays. Le chemin était ouvert pour la tragédie à venir. Le modèle communiste de soumission aux chefs, de enrôlement forcé et les camps de travail et/ou de rééducation, déjà appliqué à Ayacucho, fut instauré chez les Ashaninka et en moindre mesure chez les Nomatsiguenga.

Leur population était estimée en 2007 à 88 703 personnes, qui habitent dans les fleuves Ene, Tambo et Perené. D'autres groupes parents sont les Asheninka du Gran Pajonal (8 774), qui furent épargnés de cette guerre du fait de leur éloignement ; et les Nomatsiguenga de Pangoa (8 016), qui ne furent pas emprisonnés dans des camps. Auxquels on doit ajouter deux groupes en voie de disparition, les Madija, 417 personnes, et les Kakinte, 439 personnes. Cet ensemble arahuac-ashaninka concentre 106 349 personnes, sur un total de 332 975 indiens amazoniens péruviens (Instituto nacional de estadística, INEI 2010).

Entre 1989 et 1995, les chefs *senderistes* contrôlaient l'ensemble des communautés des Fleuves Ene et du Haut Tambo. L'enrôlement des adultes était parfois forcé, mais dans d'autres cas volontaire : à l'instar des paysans de la sierra andine, les Ashaninka s'étaient laissé convaincre que le « nouvel État révolutionnaire » allait leur donner tous les biens occidentaux qu'ils désiraient (voitures, nourriture,

argent) (Rapport final CVR 2003). Les luttes politiques internes entre les diverses communautés ashaninka furent également manipulées, comme jadis lors de l'occupation coloniale, au profit du nouveau pouvoir *senderiste*. Ils prenaient des enfants et des jeunes pour alimenter leurs rangs, et des jeunes filles qui devaient servir de concubines à leurs chefs. Cependant, les attaques de l'armée, après 1991, poussèrent les chefs senderistes à déplacer des populations de plusieurs milliers de personnes vers des zones inaccessibles, dans la forêt vierge du bassin du Fleuve Ene, dans le lieu-dit Alto Tsikireni. Ils installèrent là des « *bases de apoyo* », c'est-à-dire des camps de travail forcé et de mort destinés à servir de points de ravitaillement aux colonnes itinérantes et à entraîner les enfants et les jeunes à la guerre. L'existence de ces camps a été relevé par la CVR comme étant des « cas d'esclavage » dans un cadre qui pourrait être celui d'un génocide ; sans indiquer cependant qu'il s'agissait de *camps communistes*, largement connus dans leurs versions soviétique et chinoise. Quant à la catégorisation en terme de « génocide », je pense qu'en réalité les critères indispensables pour ce classement ne sont pas présents dans le cas des Ashaninka : il n'y eut pas une volonté délibérée et systématique de faire disparaître les Indiens de cette région, mais plutôt une dérive totalitaire et sanguinaire de la part des chefs terroristes, aussi bien Andins qu'Ashaninka.

Les camps du PCP-SL suivaient le modèle maoïste chinois

J'ai avancé l'hypothèse que ces camps senderistes étaient inspirés du modèle chinois, comme toute l'idéologie prônée par leur chef historique Abimael Guzmán. Ce modèle apparut dans les années 1920-1930 avec les « bases paysannes libérées », et se développa comme méthode totalitaire après le triomphe de la révolution communiste en 1949 avec les camps de rééducation par le travail (*laogaidui*), qui existent encore de nos jours (H. Wu, *Laogai. Le goulag chinois*, (1992) 1996) (Villasante 2012).

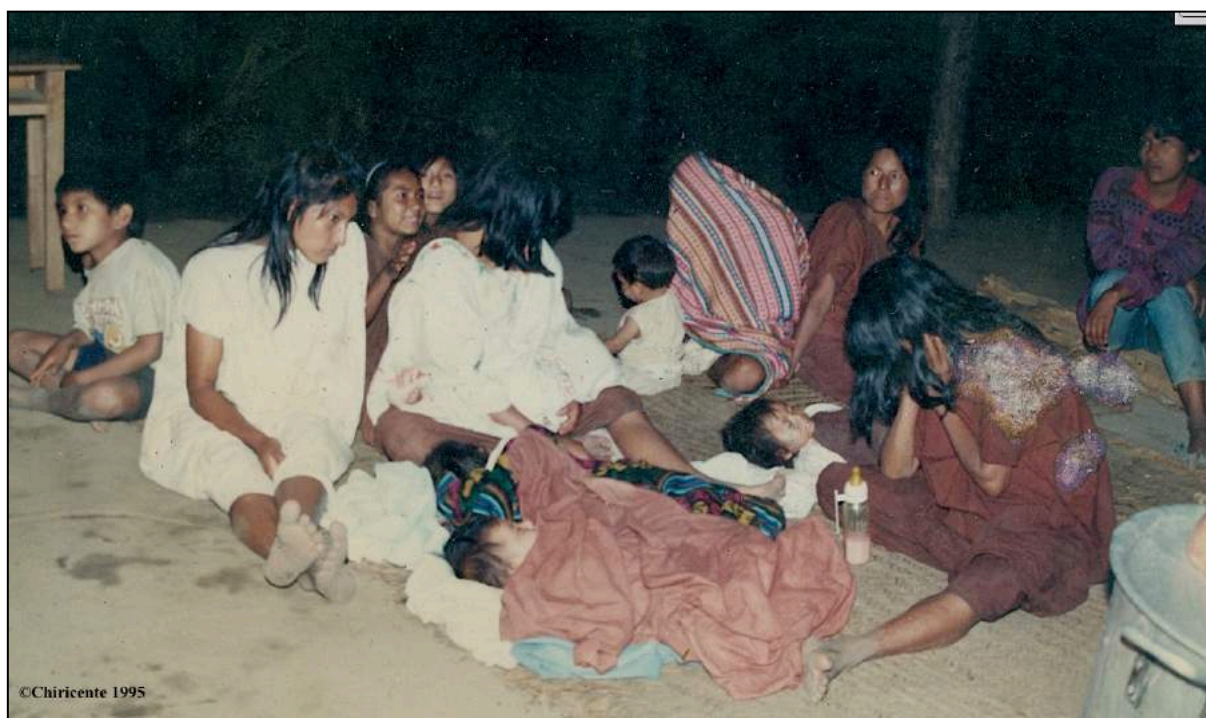


Photo 3 : Déplacés Nomatsiguenga de Tres Unidos de Matereni, Satipo (©Chiricente 1995)

Les camps *senderistes* étaient organisés de manière militaire, avec des horaires stricts : les adultes travaillaient aux champs, pratiquaient la chasse et la pêche ; les enfants recevaient une « éducation populaire » et aidaient les adultes ; les vieux fabriquaient des outils domestiques. Ils étaient censés apprendre à vivre « comme dans la future société communiste sans classes ». Les groupes captifs étaient placés sous les ordres de gardes armés, les plus hauts gradés d'origine andine et les autres ashaninka ; ils imposaient leurs règles de vie « révolutionnaire » par la terreur, les menaces et des punitions pouvant aller jusqu'à la mise à mort. Dans ces conditions de vie infrahumaines, les maladies,

la famine et la malnutrition tuèrent de nombreuses personnes, notamment les enfants et les vieillards. Les formes de terreur imposées par les *senderistes* allaient contre tout comportement humain: les marques d'affection étaient interdites, mais aussi les signes de tristesse et toute la panoplie des émotions humaines (IF CVR 2003, Tomo V : 169 *et sqq.*).

Les dénominations selon les liens de parenté — couramment utilisées dans la vie quotidienne — étaient également interdites, il fallait se nommer mutuellement « *compañero* ». Comme on le sait, il s'agit là d'un ensemble de processus de dépersonnalisation et de déshumanisation connu dans les méthodes totalitaires (Todorov 2010, *Le siècle des totalitarismes* ; Arendt 1951, *Le système totalitaire*). Les Ashaninka s'opposaient à ces processus en suivant des modèles que l'on retrouve ailleurs : leur résistance était de rire, de pleurer et de hurler mais en cachette, comme divers témoignages en font état dans le Rapport final de la CVR (2003), et dans ceux que j'ai recueillis depuis 2010.



Photo 4 : Miliciens du village de Puerto Ashaninka, Río Tambo, Satipo [©Chiricente 1995]

Durant cette période de guerre civile les moments les plus terribles furent d'abord les mouvements dits de « repli » au cours desquels tous les prisonniers étaient forcés de se cacher dans la forêt vierge pendant plusieurs jours, sans nourriture, pour échapper aux incursions de l'armée. Mais le pire était probablement les mauvais traitements et les tortures infligés aux enfants. A l'instar de la *sierra*, après l'instauration du contrôle territorial dans les vallées des Fleuve Perené, Ene et Haut Tambo, les *senderistes* commencèrent à recruter de gré ou de force des enfants-soldats destinés à alimenter leurs troupes ; leurs familles étaient menacés de mort si elles n'acceptaient pas de les suivre (IF CVR, 2003, Tomo V : 166).

Ces enfants-soldats étaient éduqués dans les camps de travail pour devenir les ennemis de leur propre peuple. En effet, pour les *senderistes*, ces enfants devaient être « les légions de fer » qui combattre au sein de leur « machine de guerre ». La préparation militaire commençait dès 8 ans et à 12 ans ils devenaient soldats, une « force de base » : la consigne était de les élever sans pitié, sans identité familiale, sans marques d'affections, pour qu'ils soient prêts à tuer ou à mourir (IF de la CVR 2003, Tomo V : 166). Devenus des soldats *senderistes*, sans identité familiale ou ethnique, ces enfants furent

utilisés dans les attaques contre les villages, parfois les leurs, où ils tuèrent parfois leurs propres familles.

Enfin, deux autres faits doivent encore être mis en lumière : l'utilisation de mines anti-personnelles par les senderistes et par les Forces armées, qui selon divers témoignages n'ont pas été désamorçées, et qui provoquent encore morts et des blessés ; et l'existence de charniers (*fosas comunes*), dans la zone du Alto Tsikireni, où étaient installés les camps, qui commencent juste à être identifiés par le Ministère public (Villasante 2012).

Les luttes de résistance et les excès de violence des chefs du Sentier Lumineux

Les luttes de résistance se sont accompagnées de violences dont on parle peu ou pas du tout : comme dans toute autre guerre civile, les Ashaninka se sont entre-tués, les femmes l'attestent en disant « *nos hemos matado entre nosotros* ». La distinction évoquée par le représentant de l'ONU Francis Deng entre les Ashaninka « *ronderos* » [milices civiles] et « *senderos* » fut bel et bien une réalité.

La résistance fut possible dans certaines zones, comme le Bas Tambo, où les senderistes ne purent installer leurs camps grâce à la défense acharnée des Ashaninka qui prirent les armes. Cependant, dans tout le fleuve Ene et dans le Haut Tambo, le PCP-SL imposa sa domination pendant quelques années, entre 1989 et 1995. Parallèlement, des excès et des abus d'autorité eurent lieu entre les Ashaninka qui réussirent à s'échapper des camps et cherchèrent refuge dans des communautés « libres », comme celle de Poyeni. C'est là qu'en 1989 s'était constituée l'Armée ashaninka, sous la direction d'un dirigeant respecté que j'avais connu au début des années 1980, Emilio Simón Anita, décédé en août 1999. Emilio fut un héros et un tyran à la fois. Les rescapés des camps qui arrivaient à Poyeni étaient accusés par Emilio d'être encore des « terroristes » (*kitiocari*, rouges), et étaient maltraités en conséquence ; de fait, les crimes commis à Poyeni furent particulièrement graves (tortures, viols, assassinats) et comme ils n'ont jamais été dénoncés ils sont restés impunis (il n'y a aucune instance judiciaire à proximité, et les gens ont peur des conséquences au sein de la communauté). Les familles des victimes commencent cependant à parler et il est probable que la justice péruvienne intervienne dans un avenir prochain.



Photo 5 : Emilio Ríos, « héros de la pacification » [©Villasante 2011]

LA PÉRIODE DE POST-GUERRE ET LES SÉQUELLES DE LA GUERRE CIVILE ASHANINKA : VIOLENCE ET DÉSORDRE SOCIAL ET POLITIQUE

La période de post-guerre chez les Ashaninka n'a pas encore fait l'objet d'études approfondies. J'aimerais présenter ici quelques éléments issus de mes travaux de recherche. D'abord les faits positifs. La résistance des Ashaninka face au PCP-Sentier lumineux et face au *Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru* (MRTA), a contribué à un renouveau de leurs propres sources identitaires, largement écornées par des siècles d'humiliations. La « honte » de ses racines indiennes — issue du racisme internalisé — a beaucoup diminuée, même si l'on observe que, parallèlement, les jeunes ont tendance à « passer inaperçus », s'habillant comme tous les autres jeunes des capitales régionales (La Merced et Satipo) et du pays en général. Par ailleurs l'emploi d'un bon castillan est répandu parmi les Ashaninka de tout âge. Jadis langue des « *wiracochas* » — les gens de la côte —, connu et pratiqué seulement par les Ashaninka éduqués et/ou proches des villes, le castillan est devenu une langue parlée par les Ashaninka et par les Indiens amazoniens en général. Ainsi, après l'imposition dont il a fait l'objet après la période coloniale, le castillan semble être devenu, après la guerre interne, et par choix collectif non imposé par l'État, la *langue commune* des Péruviens.

Sur un autre registre, les organisations politiques indiennes ont pris plus de confiance en elles-mêmes et dans le bien fondé de leurs revendications politiques et sociales. Ces luttes se déploient cependant dans un cadre qui souligne le particularisme indigène, alors même que la demande politique se place dans un cadre d'égalité citoyenne. Ainsi, la plupart des organisations politiques ont adopté un discours indigéniste ou indianiste, très répandu en Amérique latine depuis les années 1980, qui insiste sur la *différence* et pose les revendications en termes politiques — une meilleure répartition des richesses du pays, l'accès aux postes de responsabilité, la reconnaissance de leurs droits sur leurs territoires —, à partir d'une vision ethnique ou « raciale » d'opposition ancestrale entre les « Blancs » qui gouvernent le Pérou et les Indiens méprisés. Ainsi, comme le notait Bourdieu, tout se passe comme s'il fallait affirmer d'abord la différence pour revendiquer, ultérieurement, l'égalité sociale (Bourdieu 1998, *La domination masculine*).

Ce choix différentialiste est par ailleurs repris par les rares universitaires qui travaillent en Amazonie, et qui ont adopté, pour la plupart, l'indianisme comme perspective de recherche. Ainsi, « la perspective indigène », ainsi que les discours indigènes en général, sont pris comme référence dans tout travail les concernant. Ces ethnographies répètent presque littéralement les discours des indigènes et n'ont d'« anthropologiques » que le nom. Ces questions seront examinées dans mon livre en préparation, qui adopte une perspective distincte en valorisant l'anthropologie sociale et la recherche d'invariants, et non le différentialisme culturaliste.

Les séquelles : désordre et perte de repères sociaux et éthiques

Les séquelles de la guerre sont particulièrement tragiques chez les Ashaninka et leurs parents. La situation de désordre social que l'on observe au sein des organisations politiques n'est que le reflet d'un désordre qui concerne la société toute entière. La raison principale est, à mon sens, qu'il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de réconciliation générale entre les deux camps qui se sont opposés pendant la guerre interne. Des communautés entières et/ou des familles entières au sein des communautés sont encore classées comme « senderistes » et, de ce fait, méprisées et mal traitées. D'autre part, les violences domestiques, les agressions de femmes par leurs conjoints et des enfants par leurs parents ont considérablement augmenté ; de même des viols sont commis au sein des communautés, les agresseurs et les victimes étant des Ashaninka. Autant de crimes qui restent impunis car les règles de justice indigène ne sont presque jamais appliquées ; d'une part parce que les victimes ne portent pas plainte, d'autre part parce que les punitions sont faibles et peuvent être transformées en amendes ; enfin parce que les victimes ne se présentent pas à la justice nationale. Il est en effet difficile de voyager en dehors des communautés, les prix du transport restent cher. Mais cela reflète également le manque de conscience de leurs propres droits civiques susceptibles d'être défendus devant une instance nationale.

On observe également une crise de valeurs importante. Les référents collectifs qui fondaient la cohésion sociale des Ashaninka sont en effet en train de s'affaiblir sous la double emprise des

séquelles de la guerre et de l'avancée de l'économie de marché (développement des compagnies pétrolières — comme Total et Shell —, des entreprises d'exploitation de bois, des projets de barrages géants, et des coopératives de paysans Andins). Les territoires natifs diminuent chaque année davantage.



Photo 6 : Soldat Filemon Ascencio Rojas, mort pour la patrie, Shimabenco [©Villasante 2011]

Enfin, la solidarité sociale et la générosité, tant appréciées jadis sont abandonnées de nos jours au profit de l'individualisme, de l'égoïsme, du manque de souci de l'Autre, et de la méfiance permanente dans les relations sociales. Les références morales sont également en crise et s'expriment par le manque de respect entre générations (les jeunes n'écoutent plus les parents et les aînés), par l'augmentation des vols, des médisances et des jalousies qui empoisonnent la vie collective. Des ressentiments profonds et des désirs de vengeance sont enfin observables entre groupes ou familles qui s'étaient retrouvés dans des camps ennemis pendant la guerre. Dans certaines communautés bourreaux et victimes habitent ensemble (comme ailleurs au Rwanda ou au Cambodge), et gardent leurs sentiments, les exprimant seulement pendant les buveries de bière de manioc (*masato*), qui se terminent parfois par des agressions verbales et physiques.

Les fosses communes

Au cours de mes enquêtes de terrain, de nombreux Ashaninka m'ont signalé l'existence de fosses communes dans la région du fleuve Ene, d'accès très difficile, où les subversifs s'étaient installées pendant les dernières années de la guerre. Cependant, mes tentatives pour que les autorités agissent et effectuent des enquêtes in situ, entre 2008 et 2013, se sont soldées par un échec.

En 2014, j'ai visité la communauté nomatsiguenga de Tahuantinsuyo, accompagné par un jeune homme, Hermías Delgado Inga, qui avait 8 ans lors du massacre des 18-19 août 1993, et qui avait réussi à s'en échapper avec deux de ses petits frères. 21 personnes de ce village furent tuées par des paysans natifs et quechua des villages voisins, sur un total de 72 morts dans sept autres villages. Les militaires avaient forcé les survivants à creuser une grande fosse commune dans laquelle ils furent tous enterrés. Mais le ministère Public n'arriva jamais dans les lieux, alors que tout le monde sait où se trouve cette fosse commune.



Photo 7 : Hermías Delgado à côté de la fosse commune de son village, Tahuantinsuyo, le 27 juillet 2014 [©Villasante 2014]

Dans ce contexte, la visite du ministère Public et de l'équipe d'anthropologie légale dans des lieux d'inhumation Mapotoa et de Yaynapango au fleuve Ene, en mai 2014, où 102 victimes ont été recensées, constitue un pas important vers l'éclaircissement des faits de violence dans cette région. Le fait a été rapporté par le journal indépendant *La República*. Il raconte la découverte d'un lieu d'inhumation non encore identifié par les autorités qui ont réalisées le *Registro nacional de sitios de entierro*, Defensoría del Pueblo [Registre national des lieux d'enterrement].

Les communautés de Mapotoa et de Yaynapango, situées sur la rive droite du fleuve Ene (District de Río Tambo, Satipo, Junín), ont reçu des représentants du ministère Public (*Equipo forense especializado*, EFE), et du journaliste Wilber Huacasi. Selon Antenor Chumpate, un survivant du massacre, les senderistes tuèrent son épouse parce qu'elle était malade, et leur bébé parce que personne n'aurait pu l'alimenter. Deux autres de leurs enfants, de moins d'un an, trouvèrent aussi la mort, l'un de maladie et l'autre égorgé. Le fils d'Antenor, Adolfo, âgé d'une trentaine d'années, raconta qu'il avait sept ans lors de l'arrivée des senderistes et qu'il faisait partie de la « masse », avec d'autres enfants-soldats du camp. Ils travaillaient pour ravitailler les chefs et les « combattants », sans habits, avec peu de nourriture, et la peur au ventre : « *Lorsque les enfants ne travaillaient pas, dit-il, ils étaient tués. Si tu mangeais mal on te tuait. Si tu ne marchais pas, on te tuait. Si tu jouais, on te*

tuait avec une corde. » Les cordes étaient également utilisées pour attacher les femmes lorsqu'elle travaillaient dans la forêt, « pour éviter qu'elles ne s'échappent », rapporte Margarita Chuviane, une autre survivante. Huit membres de sa famille trouvèrent la mort dans ce camp. Tous les survivants déclarent que l'État n'était jamais arrivé jusqu'eux. Une entreprise d'exploitation du bois s'installa à Mapotoa en 2001, et à l'ouverture d'une piste au lieu-dit *El Tunel*, les corps d'une fosse furent simplement balayés et jetés dans un ravin. Dans ce même lieu les Ashaninka qui jouaient au football étaient également assassinés, ces matchs avaient reçu le nom de « *jeux de mort* ». Cette situation d'extrême violence perdura jusqu'à 1996-1997 ; les survivants migrèrent vers les communautés voisines de Boca Kiatari et Jerusalem. Antenor affirme connaître d'autres lieux d'inhumation, à El Triunfo et Base de Llanco. Mais on attend toujours la visite du ministère Public.

Ce qui est le plus frappant de la situation actuelle est le silence qui entoure la tragédie des Ashaninka, et l'indifférence générale des agents de l'État, des universitaires et de l'opinion publique, pour qui ils constituent les derniers « sauvages » du pays. Dans ce contexte, certaines organisations de base comme la *Fédération de femmes Ashaninka, Nomatsiguenga et Kakinte* (FREMANK), présidée par la dirigeante nationale Luzmila Chiricente Mahuanca, luttent actuellement pour un avenir meilleur pour leurs enfants, et donnent quelques espoirs aux familles laissées pour compte de la province de Satipo. Reste que ces organisations sont bien esseulées et ne reçoivent que peu d'attention de l'État ou des citoyens. Ici comme ailleurs, les consciences ne se réveillent pas...



Photo 8 : Luzmila Chiricente [debout] dans une assemblée d'Ashaninka déplacés, à Gloriabamba, Satipo
[©Chiricente 2000]

*